



DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

RENDU EXECUTOIRE LE

- 3 AVR. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 15/03/2024

Reçu en préfecture le 15/03/2024

Publié le

ID : 086-22860011-20240315-24_A_SE_0175-AR

S²LO

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0175

du 15 MARS 2024

Portant fixation pour l'année 2024
de la Dotation relative aux revalorisations
salariales des professionnels exerçant des
fonctions de soignants et paramédicales au
profit du CHHL pour ses établissements et
services pour adultes handicapés sous
contrôle du Département de la Vienne

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 relative au financement de la Sécurité Sociale pour 2017, prise en son article 89 modifiant notamment l'article L 313-12-2 du CASF relatif au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

VU le décret n° 2022-739 du 28 avril 2022 relatif à l'aide aux départements versée par le Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie au titre de l'article 43 de la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 ;

VU la circulaire N° DGCS/SD5C/2013/300 du 25 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévu à l'article L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent le Ségur de la santé 1, conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les Départements ;

VU le règlement départemental d'Aide Sociale de la Vienne ;

VU la délibération du Conseil Départemental de la Vienne en date du 21 décembre 2023 relative à l'ouverture des crédits au 1^{er} janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

VU la délibération du Conseil Départemental de la Vienne en date du 21 décembre 2023 relative au taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et de l'enfance-famille ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2016-A-DGAS-DHV-SE-0050 du 14 janvier 2016 fixant la capacité du Foyer d'Hébergement et du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale de l'ESAT ESSOR ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens en cours de signature entre l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, le Département de la Vienne et le CHHL pour la période 2024-2028 ;

CONSIDERANT qu'il convient de procéder au versement des revalorisations salariales des personnels exerçant des fonctions de soignants et paramédicales (personnels soignants, aides médico-psychologiques (AMP), auxiliaires de vie sociale (AVS) et accompagnants éducatifs et sociaux), des sommes prévisionnelles pour l'année 2024 sous la forme de dotations mensuelles compte tenu de compensations financières par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), versées par montant prévisionnel et par un montant supplémentaire (le cas échéant) au Département ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Dotation 2024 pour les revalorisations salariales des personnels assurant des fonctions de soignants et des fonctions paramédicales

Au titre des mesures salariales pour les professionnels assurant des fonctions de soignants et des fonctions paramédicales au sein des établissements et services de compétence départementale, une dotation pour l'année 2024 est allouée au CHHL pour un montant de 31 290 € correspondant à 7,45 équivalents temps-plein (ETP) conformément aux données issues des comptes administratifs 2022. Elle s'établit de la façon suivante :

Finess	Nom ESSMS (inclus dans le périmètre du CPOM)	ETP retenus	Dotation complémentaire 2024 pour revalorisations salariales des professionnels soignants et paramédicaux	Mensualité correspondante
860784610	Foyer d'hébergement ESAT ESSOR	7,45	31 290,00 €	2 607,50 €

Elle sera versée mensuellement sous forme de dotation.

Le montant définitif de la compensation par la CNSA de ces mesures de revalorisations salariales sera déterminé sur la base du nombre d'équivalents temps-plein transmis par chaque établissement ou service concernés via les systèmes d'information de la CNSA. Il pourra ainsi donner lieu à un complément versé sous forme de compensation de la CNSA en faveur du Département de la Vienne. A l'issue, le Département procédera le cas échéant au reversement correspondant aux établissements et services concernés.

Dans le cas où le montant définitif s'avèrerait inférieur au montant prévisionnel susmentionné, le Département de la Vienne se réserve le droit de procéder à une réfaction sur le montant versé qui sera alloué pour l'année 2024.

ARTICLE 2 : Voies de recours

Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Exécution de l'arrêté

Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et la Présidente du Centre Hospitalier Henri Laborit, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à Poitiers, le **15 MARS 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 15/03/2024

Reçu en préfecture le 15/03/2024

Publié le



ID : 086-228600011-20240315-24_A_SE_0175-AR